M. L. P. S.

Mouvement pour la Liberté de la Protection Sociale

165, rue de Rennes 75006 PARIS

Communiqué du 31 octobre 2020

M. Macron doit rétablir le droit complet de prescription des médecins

Le MLPS prend acte de la déclaration télévisée du 28 octobre 2020 du président de la République relative à l'épidémie de Covid-19.

M. Macron a déclaré : « « Les soignants à l'hôpital jouent évidemment dans ce contexte un rôle essentiel, mais nous avons besoin des médecins de ville, des infirmiers, des pharmaciens, de tous les acteurs du médicosocial, de tous les professionnels de santé de ville pour assurer une prise en charge précoce des patients dès les premiers symptômes pour éviter que ne se développent des formes complexes. » »

En recommandant « une prise en charge précoce des patients », M. Macron prend le contre-pied de la doctrine officielle, qui préconisait d'attendre les difficultés respiratoires pour faire appel aux SAMU, et se rallie donc à la stratégie du Pr Didier Raoult, qui a fait ses preuves à l'IHU de Marseille.

Il n'en demeure pas moins que les médecins généralistes restent privés, au mépris de leur déontologie, du droit de prescrire le traitement hydroxychloroquine-azithromycine qui a pourtant fait la preuve de son innocuité, en dépit des manœuvres qui ont tenté de le discréditer, et dont les publications de l'IHU de Marseille ont établi l'efficacité.

Le MLPS demande au président de la République de rétablir immédiatement le droit de tout médecin de prescrire, sous sa propre responsabilité, tout médicament qu'il juge bénéfique à la santé de son patient, conformément au serment d'Hippocrate que les médecins prêtent depuis vingt-quatre siècles.